

Le Maroc à l'épreuve du Covid-19 : de l'Etat Nation à l'Etat Social

Il y a un petit peu plus de trois mois, autant dire une éternité au vu des bouleversements sans précédents que nous vivons depuis la propagation mondiale du Coronavirus, les marocains assistaient, dans une atmosphère faite de curiosité, d'expectative mais aussi pour certains, il faut le dire, de perplexité, à l'installation de la Commission Spéciale sur le Modèle de développement (CSMD). Jusqu'à cette date, il était communément admis que l'inflexion du Modèle de développement n'avait pas été engagée par SM le Roi Mohammed VI dans l'unique dessein de remodeliser l'économie nationale mais dans l'objectif d'insuffler une dynamique vertueuse de développement global et intégré. Dans le cas du Maroc, les problèmes sont connus, les diagnostics ont été abondamment réalisés et les maux ont été recensés, avec lucidité, au plus haut sommet de l'Etat.

Pour y remédier, des pistes de solutions ont été largement identifiées et proposées dans les différentes contributions sur le Modèle de développement émanant des forces vives de la Nation, avant même l'installation de la CSMD. La convergence autour des principaux mots clés de la rénovation du Modèle de développement est totale. Confiance, disruption, gouvernance, inclusivité, redistribution, entrepreneuriat, égalité des chances (justice sociale et économique) et durabilité devront être les principes directeurs incontestés de ce future Modèle. La crise sanitaire sans précédent que nous vivons actuellement et la récession économique qui s'en suivra démultiplient la nécessité de donner vie, au plus tôt, à tous ces principes dans le cadre de la rénovation de notre propre Modèle de développement, au moment où l'ensemble de la communauté internationale sera contraint de revoir certains paradigmes et dogmes socio-économiques.

Il y a trois mois, au moment où le Royaume admettait l'essoufflement de son Modèle, nous étions alors parmi les très rares pays à nous questionner sur la nécessité de nous réinventer pour mettre en place un nouveau contrat social nécessaire, dont l'implémentation complète aurait nécessité un laps de temps plus ou moins long allant de cinq à dix ans. Aujourd'hui, face à la crise et ses répercussions multiples, notamment sanitaires, économiques, sociales mais aussi psychologiques, la refonte partielle, sinon complète, d'un système ultralibéral dominant est attendue, tant le nouveau Coronavirus aura mis en lumière la fragilité de certains de ses différents piliers. Aujourd'hui donc, l'évolution des modèles économiques, bâtis essentiellement autour des préceptes de l'ultra consommation et de l'interdépendance à outrance, s'impose d'elle-même. Cette refonte sera, d'ailleurs, globale ou ne sera pas. Elle sera immédiate ou ne sera pas. De fait, si la réécriture de notre Modèle national de développement s'imposait, dès lors qu'elle fut érigée par le Souverain en priorité stratégique, les circonstances dramatiques liées au Covid-19 l'exigent

d'autant plus, et sans doute avec une opérationnalisation plus que jamais urgente.

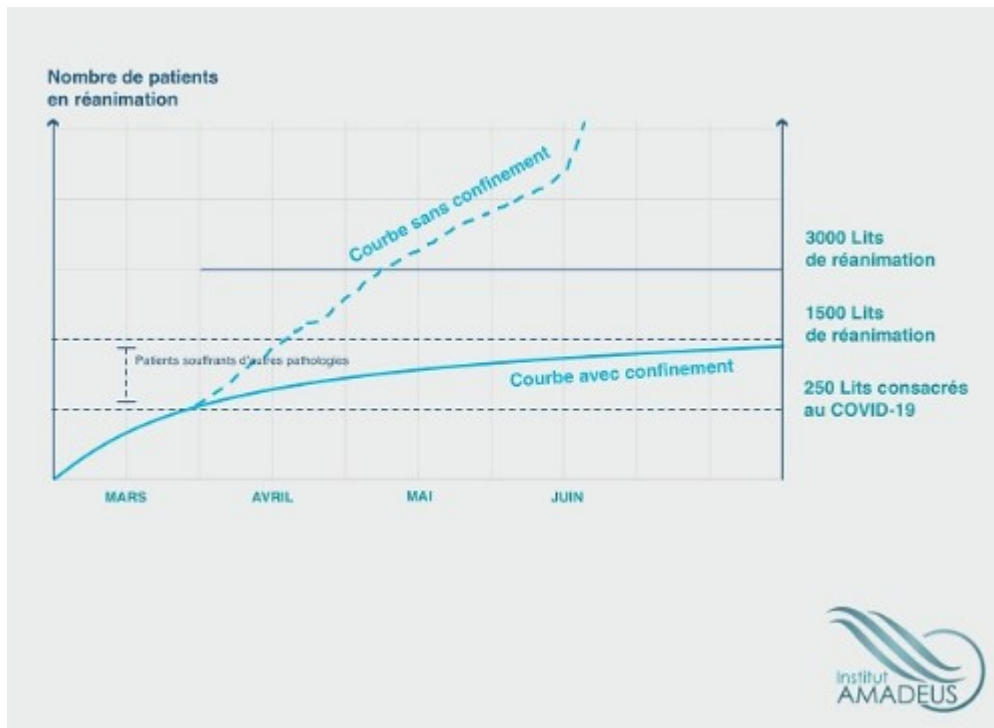
L'Etat Nation

Depuis qu'il est devenu évident que le Royaume serait touché par le Covid-19, et plus encore depuis l'apparition du premier cas positif venu d'Italie, les autorités marocaines, d'abord par précaution, puis par anticipation d'une évolution inévitable et exponentielle de la courbe des patients positifs, ont pris progressivement un ensemble de mesures urgentes, fortes et courageuses pour tenter d'endiguer la propagation du Covid-19, dans un pays où la situation épidémiologique correspond à début avril, peu ou prou, à celle que connaissait l'Europe occidentale au tout début du mois de mars. Ces dispositions drastiques mais néanmoins nécessaires, dont le confinement obligatoire est le point d'orgue, ont été prises au Maroc quasiment au même moment, sinon bien avant, que dans des pays bien plus touchés par la pandémie que le Royaume et bien plus en « avance » en termes de progression de l'épidémie.

La situation de la pandémie est évolutive. Cette réalité est bien entendu renforcée par la nature même du virus et par sa propagation fulgurante. En l'absence de vaccin aucune doctrine efficace ne pourrait-être arrêtée ou ne saurait encore moins être dupliquée. La gestion de chaque pays diffère selon ses propres réalités sociales, ses capacités sanitaires et selon le degré de diffusion du virus au niveau national. Depuis l'aggravation de la crise sanitaire, et avant même que le Covid-19 ne soit qualifié de pandémie par l'OMS, la stratégie du Royaume a été essentiellement construite, sous la conduite de SM le Roi Mohammed VI, sur la mise en place de mesures préventives mais, tout autant, sur des principes de solidarité nationale effective. Des règles de précaution sanitaire ont d'abord été précisées, puis des normes de distanciation sociales sévères ont été arrêtées. La Main Royale ne tremble pas. Il n'y a eu au Maroc, contrairement à ce qui a pu être constaté ailleurs, ni hésitations, ni tergiversations et encore moins de dérobades. Aucun tiers garant, aucun comité scientifique ou aucune communauté de sachants n'aura servi d'épouvantail ou, le cas échéant, de prétexte, pour justifier les décisions prises. Rejetant tout fatalisme, la démarche s'est voulue, comme en toute guerre, combative et mobilisatrice, faisant appel à la responsabilité individuelle et collective de tout un Peuple.

Le Covid-19 est un mal que le Royaume aura choisi, très tôt, de combattre frontalement, à tout prix et quels que soient les sacrifices, avec l'objectif suprême de garantir la sécurité nationale au sens large du terme. Les mesures opportunes, très rapidement adoptées au niveau de l'ensemble du territoire, visent toutes à contenir la propagation potentiellement dramatique du fléau, qui, si aucune décision n'avait été prise, aurait inéluctablement généré un bilan humain tragique, estimé à plusieurs centaines de milliers de décès. Toutes ces décisions, difficiles mais indispensables, vise à aplanir dans la durée la fameuse courbe des patients nécessitant une hospitalisation, et dans les cas les plus graves nécessitant réanimation, en fonction des capacités d'accueil de notre système de santé. Compte tenu de l'importance de la menace, donc du risque inhérent et réel de saturation des structures de santé nationales, les dispositions prises, qui ne se limitent pas au seul confinement puisque la capacité d'accueil en lits de réanimation au sein des hôpitaux publics du Royaume a été doublée en quelques semaines, dénotent de l'esprit de

responsabilité de l'Etat, qui préfère prévenir, autant que faire se peut, avant d'être contraint de guérir massivement.



Etablies sur une base juridique indéniable, les décisions prises ont vocation à protéger, mais aussi à renforcer, l'Etat Nation, soit une population consciente des enjeux et des risques majeurs pour sa propre sécurité à l'intérieur d'un territoire, géographiquement délimité par les frontières nationales, sur lequel s'appliquent les règles pleines et exclusives d'un système de gouvernement agréé. En temps de guerre, plus qu'en toute autre occasion, le combat collectif requiert, de la part de tout un chacun, de tous les citoyens sans distinction aucune, qu'elle soit sociale ou territoriale, le respect effectif des consignes édictées, des lois en vigueur et des obligations imposées par l'Etat, détenteur du monopole de la violence légitime. En temps de guerre, plus qu'en toute autre occasion, un Etat responsable et proactif, fort de ses Institutions, démontre sa capacité à agir efficacement face au danger de ce qui représentait jusque-là l'inconnu, l'inédit, voire même l'impensable. En temps de guerre, plus qu'en toute autre occasion, les Etats sont testées au révélateur de la cohésion sociale et nationale. En temps de guerre, malgré tous les sacrifices qu'elle implique, l'expression « faire Nation » prend tout son sens. Aujourd'hui, c'est le Maroc dans son ensemble, Roi, Institutions et Peuple, qui fait corps, qui fait socle, qui « fait Nation », en démontrant une solidarité, une capacité de prévention, un sens marqué de l'anticipation et un civisme, malgré certains dérapages à la marge, qui feront date. En temps de guerre, on retiendra la grande transparence de l'Etat dans sa communication, lui qui a su faire preuve à la fois de beaucoup de pédagogie auprès d'une population sensibilisée et dans l'ensemble très réceptive aux instructions, mais aussi de grande fermeté face aux rares récalcitrants en tous genres.

Conjuguer distanciation sociale avec solidarité nationale

L'Etat Nation, qui se renforce pour mieux combattre cet ennemi sournois et invisible, fort d'un indéniable élan patriotique inédit dans notre pays depuis la

Marche Verte (soit 45 ans), ne saurait à lui seul faire face à la menace du Covid-19. Puisque nous sommes dans une guerre à fronts multiples – dans laquelle les dégâts humains ne se limitent malheureusement pas aux seuls aspects sanitaires, ou bien au seul bilan macabre des patients décédés atteints du Coronavirus – le Maroc, toujours sous l'impulsion du Souverain, a très vite compris qu'il était impératif d'un point de vue socio-économique de conjuguer distanciation sociale avec solidarité nationale. Dans sa guerre contre cette pandémie, le Royaume laisse entrevoir les prémices d'un Etat Nation et Social vertueux à travers à la fois une réponse régaliennne forte et l'accompagnement large, sans précédent, des populations les plus impactées socialement par cette nécessaire réponse. Si le soutien financier aux entreprises en difficulté et à leurs salariés était attendu, l'aide apportée aux acteurs du secteur informel est totalement inédite. Elle renforce, de fait, le principe de solidarité nationale et donne vie – à travers le Fonds Covid-19, qui a permis à l'Etat de lever près de 30 milliards de dirhams (3 milliards d'Euros) en deux semaines – au principe de justice sociale essentiel à tout Modèle de développement inclusif. Dans cette lutte planétaire contre le Coronavirus, le Royaume consacre, jusqu'ici, un budget équivalent à 2,7% de son PIB, faisant de lui le 4ème pays au monde, après la Suède, la Nouvelle-Zélande et le Chili, en termes de ressources financières mobilisées en pourcentage du PIB.

RESSOURCES MOBILISÉES EN % DU PIB POUR LUTTER CONTRE LE COVID-19



Dans les faits, la rénovation du Modèle de développement qui devrait déboucher sur l'émergence d'un nouveau Pacte social, n'a pas attendu le livrable de la CSMD pour se mettre en marche. Elle s'est naturellement imposée en corolaire de la réponse multidimensionnelle apportée par l'Etat pour faire face au Covid-19. Le nouveau contrat social s'écrit en ce moment même, alors que les marocains sont confinés. De là où nous sommes, nous pouvons apprécier la réponse régaliennne et protectrice de l'Etat, qui nous paraît plus proche de nous que jamais à travers les agents d'autorités devenus des agents de proximité, des visages familiers, au service de la sécurité sanitaire collective. De là où nous sommes, nous pouvons constater la mobilisation sans précédent des principaux acteurs économiques nationaux au bénéfice d'un élan de solidarité, jusque-là impensable. Il aurait donc fallu atteindre cette pandémie pour que nous puissions établir que la redistribution de la richesse et l'exigence de justice sociale ne sont pas que des vains slogans. Cette conclusion est d'autant plus vraie, que les acteurs du secteur informel, qui jusque-là, en dehors du Ramed et de l'état civil, étaient laissés au bord de la route, se voient désormais recevoir une aide financière de l'Etat, qu'ils ont toujours voulu tenir à distance de peur qu'il ne vienne leur exiger un impôt ou une taxe. Cette crise a le mérite, si tant est qu'on puisse utiliser ce terme en pareils circonstances, de démontrer que l'éclosion d'un Etat Social est donc possible dans notre pays.

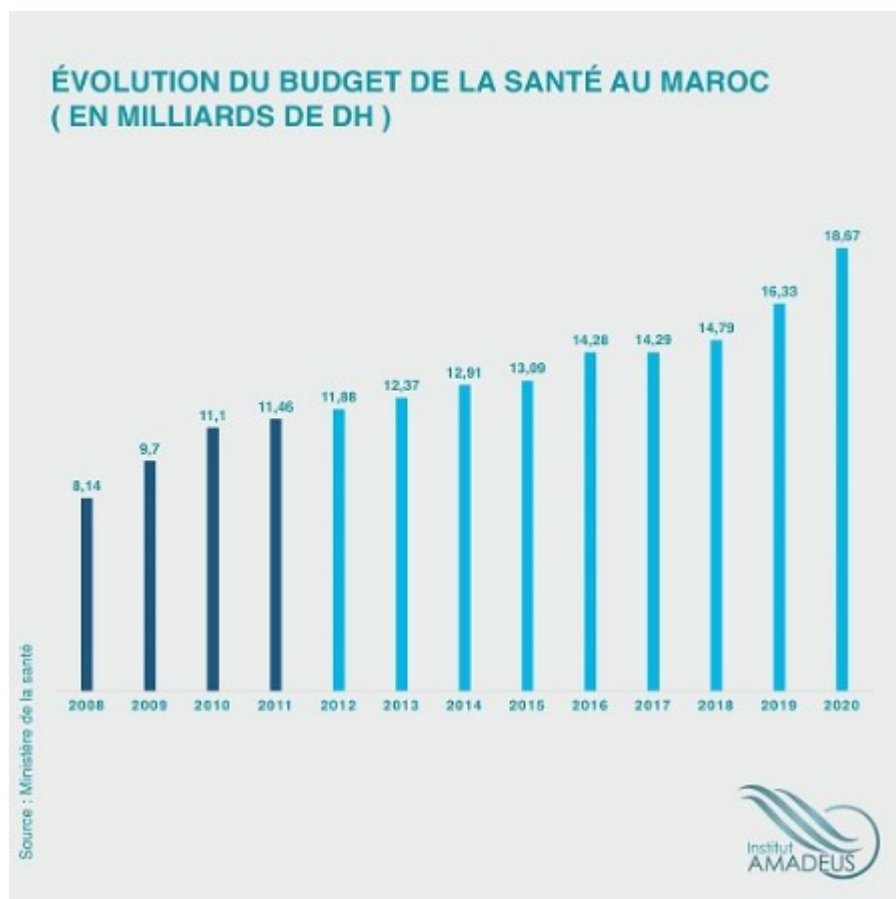
Cette pandémie permet aussi de faire évoluer le diagnostic quant à notre Modèle de développement puisqu'elle fait apparaître de nouvelles fragilités, dont la trop forte dépendance de l'économie nationale vis-à-vis de l'étranger (transferts des RME, tourisme, offshoring, IDE, assujettissement aux chaînes d'approvisionnement, etc.). Sur ce point, l'opportunité pour la CSMD c'est que sa réflexion s'insérera désormais dans une démarche d'inflexion globale et mondiale, d'autant plus que certaines vulnérabilités sont inhérentes à l'état de l'économie internationale tel qu'il était avant le Coronavirus. Attention tout de même d'éviter de s'enfermer dans des benchmarks inutiles ou dans des concepts flous, d'autant que de nombreux pays, une fois la crise sanitaire derrière eux, devront, pour endiguer la récession économique qui s'en suivra, être immédiatement dans l'action, dans le concret et dans l'opérationnel.

L'Etat protecteur

D'une crise à l'autre, il serait fort à parier que le régalienn, par soucis d'efficacité, continuera à prendre le dessus sur les concepts idéologiques et politiques. D'ailleurs, l'émergence de l'Etat « protecteur », qui se confirme actuellement dans cette lutte de plus de 180 pays contre le Covid-19, impose, de fait, une redéfinition des fonctions régaliennne de l'Etat, qui au vu des circonstances actuelles devront être élargies à la santé, mais aussi à l'éducation et à la recherche scientifique, qui représenteront désormais de véritables enjeux de sécurité nationale et, tout autant, de souveraineté nationale. Mais plus encore, l'Etat, au sortir des crises sanitaires et économiques que nous vivons et que nous vivrons, devra être, plus que jamais, le garant des équilibres sociaux, des prestations sociales et des services publics. Pour faire simple, l'Etat mettra désormais naturellement l'Humain au centre de ses actions, de ses décisions et de ses politiques publiques.

En attendant, le Maroc se rend compte, au même titre que plusieurs pays d'ailleurs, qu'ils soient riches ou moins riches, des limites de son système public

de santé face à cette crise sanitaire sans commune mesure. Il s'agit d'un système propre à celui d'un pays en développement avec ses contraintes systémiques, ses insuffisances et la précarité inhérente dans laquelle évoluent certains professionnels de santé. Cependant, les efforts consentis par l'Etat durant les douze dernières années ne peuvent être contestés, puisque que les investissements en matière de santé publique ont été démultipliés et que le budget de la santé a été plus que doublé au cours de cette même période. Malgré l'importance de ces investissements, l'écart au niveau de la qualité des prestations de santé entre le privé et le public reste important, mais cette pandémie vient nous rappeler que seul le système public de santé, même si aucun système au Monde n'était prêt à faire face à une vague de patients de cette ampleur, est capable d'affronter une situation épidémique telle que celle que nous traversons. D'ailleurs, à ce jour, la très grande majorité des cas positifs au Maroc, même ceux ne qui ne présentent pas de symptômes ou de complications graves, sont traités et isolés dans les hôpitaux publics, qui verront, dans les prochains jours, leur capacité en lits de réanimation être multipliée par deux.



Dans ce contexte, il sera impératif, dans un esprit de solidarité nationale, de soutenir durablement les professionnels de santé qui sont au front et dont le dévouement face à la catastrophe sanitaire est total. Nous devons nous souvenir, nous contraindre à éviter d'avoir la mémoire courte, une fois la crise sanitaire derrière nous, de leurs sacrifices et de leur engagement. L'Etat ne devra pas oublier non plus. En outre, cette pandémie vient aussi démontrer à tous ceux qui se font les chantres de la privatisation de la santé à outrance, ou de la sous-traitance des soins à d'autres acteurs que l'Etat, qu'ils sont dans l'erreur. Les cliniques et les hôpitaux privés ne sont pas censés répondre à un besoin que le système national de santé est incapable d'offrir, mais au contraire

ils devraient agir en support, en soutien et en complément du secteur public. La santé est un bien public, il s'agit d'un domaine vital de la Nation, et nous l'avons vu elle relèvera désormais des fonctions régaliennes de l'Etat. Dorénavant, plus jamais un dirham investi dans la santé publique ne sera un dirham de trop. Dorénavant, l'Etat devra encourager la mise en place d'un écosystème industriel « santé publique », garantissant la souveraineté et l'indépendance du Royaume en la matière, qui puisse permettre à ce dirham investi de créer des emplois et de la richesse productive. Dorénavant, l'hôpital public devra être un lieu de soins d'excellence. Dorénavant, comme j'ai eu l'occasion de le préciser dans une précédente Tribune, à l'issue de la crise sanitaire « une société se jugera désormais à l'état de ses hôpitaux ».

L'indépendance et la souveraineté industrielle

Au Maroc, cette indispensable souveraineté industrielle sur le plan sanitaire doit pouvoir épouser les contours d'une réorientation, déjà amorcée, de la capacité productive nationale vers des produits nouvellement considérés comme stratégiques et vitaux pour un Etat. Il s'agit des masques chirurgicaux et des gels hydroalcooliques, des respirateurs et pourquoi pas des kits de dépistage mais aussi des tests sérologiques, à dessein de permettre, plus tard, l'éclosion d'une industrie nationale de la santé. Cette réorientation industrielle est une nécessité stratégique, de sécurité nationale, à court et moyen terme, d'autant plus en l'absence de vaccin. Elle pourrait également servir à réindustrialiser durablement le Royaume en contribuant à « rebooter » l'économie nationale, mais aussi en renforçant la capacité du pays à pouvoir créer des emplois industriels stables.

L'Etat Nation et Social – même s'il est appelé à être de plus en plus interventionniste dans l'économie nationale pour réduire au mieux les risques de détérioration, en période de récession, des indicateurs socio-économiques du Royaume – ne saurait, bien entendu, se substituer à l'investisseur privé, qui doit être invité à jouer le jeu de la réindustrialisation. Qu'on ne vienne pas nous dire, alors que la demande mondiale explose, que la consommation intérieure, faite de 35 millions de marocains, serait insuffisante pour justifier les risques de production à grande échelle de masques, de gels, de respirateurs ou de tests. Qu'on ne vienne pas, non plus, nous dire que ces produits nécessiteraient une spécialisation particulière dans la division internationale du travail ou un savoir-faire spécifique que le Royaume ne posséderait pas. Non, en temps de crise, mais aussi en période de rénovation de notre Modèle national de développement, qui s'impose plus que jamais dans ce contexte d'incertitudes, il existe des solutions alternatives et innovantes qui pourront permettre au Maroc de produire massivement et de répondre efficacement, au niveau national, aux besoins sanitaires urgents, indispensables pour envisager la phase suivante de déconfinement. Ces produits pourront, une fois qu'ils auront permis de répondre aux besoins propres du Royaume, être exportés, notamment vers le continent africain, mais aussi vers l'Europe, toujours dépendante de la production chinoise en la matière.

A l'heure de la solidarité nationale, mais aussi du patriotisme économique, qui induit un patriotisme en termes d'investissements, les opérateurs nationaux se doivent d'accompagner cette nécessaire, mais vertueuse, stratégie de souveraineté et d'indépendance. En matière de politique industrielle, le Maroc est invité à changer de paradigme, en se focalisant sur une approche de

démultiplication des investissements directs nationaux. En fait, la souveraineté industrielle du Royaume implique une importante évolution du narratif, au-delà du simple fait de réduire sa dépendance multidimensionnelle de l'étranger. Ce n'est plus au Maroc d'attendre qu'on puisse lui accorder le droit de s'arrimer aux chaînes de valeurs mondiales mais, au contraire, c'est à lui de se mettre en capacité de créer de la valeur productive. L'un ne se faisant pas au détriment de l'autre, le Royaume a tous les atouts pour réussir efficacement ce changement de doctrine, sans pour autant faire une croix sur sa capacité à attirer des investissements internationaux en matière industrielle. Oui, le Maroc, sans se renier, est en mesure d'appliquer des solutions d'indépendance dans l'interdépendance. Nul doute, que la volonté politique, catalyseur indispensable en temps de crise, favorisera cette nécessaire évolution.

C'est, d'ailleurs, cette même volonté politique qui a permis, à l'occasion de cette période complexe et inédite, à l'Etat Social, qui s'affirme, de bouleverser toutes les pseudos assertions concernant la complexité d'apporter des aides financières aux ménages évoluant dans le secteur informel, compte tenu de l'absence d'éléments tangibles d'identification. Le nouveau Coronavirus a entraîné la levée, en quelques jours, de toutes les barrières de l'informel. C'est la première fois que l'Etat accepte d'affronter frontalement la complexité systémique de l'informel, dont la forme est multiple et non monolithique, à travers la mise en place d'outils efficaces de cartographie, une première hors campagne de recensement, et de mise en œuvre pertinente des moyens de paiements. En faisant preuve de sens de l'audace et d'esprit d'innovation pour favoriser le ciblage des ménages à faibles revenus devant bénéficier des programmes sociaux publics, l'Etat pourra, par la suite, se servir de cette expérience pour faciliter la mise en place du Registre Social Unique, qui vise à assurer l'efficacité, la traçabilité et l'universalité des prestations sociales. Cette expérience permettra également de faciliter la bancarisation de ces ménages et, au-delà, d'amorcer une stratégie d'encadrement de l'informel, dont les acteurs bénéficient pour la première fois d'un filet de protection sociale, qui plus est en temps de crise.

La valeur confiance

Le Covid-19 est un adversaire qui exige une solidarité nationale de tous les instants, une résistance sans faille et une forte résilience de tous les citoyens. Le Covid-19 est un ennemi qui impose une communion de tous les instants. Nous devons, malgré les difficultés du confinement, tous faire preuve d'un degré exemplaire de civisme, d'un sens aigu de responsabilité citoyenne et d'un indéniable élan patriotique. Ce faisant, soyons vivement reconnaissants à tous les professionnels de la santé (notre fameuse première ligne), mais tout autant aux agents d'autorités, à toutes les forces chargées de l'ordre, de la sécurité, de la protection civile et de la gestion territoriale. Ils sont tous au front, mobilisés au service du citoyen marocain.

Pour faire communion, pour faire union, pour faire corps, il faut savoir et pouvoir se faire confiance. Parmi les missions de la CSMD arrêtées par SM le Roi Mohammed VI, l'instauration de la « valeur confiance » a d'ailleurs été définie par le Souverain comme l'un des quatre piliers fondamentaux de la refonte du Modèle de développement. L'inaction, les attermoissements, l'absence de prise d'initiatives et le manque de célérité des acteurs publics ont favorisé la « fracture » de confiance entre les citoyens d'un côté, le gouvernement, les

partis politiques et l'administration de l'autre. Tel était donc le ressenti des marocains avant la propagation du Coronavirus. La gestion proactive, responsable, forte, citoyenne et sociale de la crise actuelle par l'Etat contribuera très certainement au rétablissement durable de la confiance, entre l'Etat régalien et les citoyens.

Cette gestion actuelle, unanimement saluée, est le résultat, bien entendu, de choix pertinents dictés par SM le Roi Mohammed VI, puis appliqués verticalement, efficacement et avec célérité, par une chaîne de commande, bien huilée, mêlant gouvernement, officiers supérieurs des Forces Armées Royales, agents d'autorités et technocrates, dont les cadres du ministère de la santé. A situation exceptionnelle, gestion exceptionnelle, mais non moins efficace. Il faut d'ailleurs ajouter, qu'à travers la décision du Maroc, prise, là encore, très tôt dans la timeline épidémiologique, de généraliser, à l'ensemble des patients positifs au Covid-19, le protocole de traitement à base de chloroquine, le Royaume continue de démontrer le caractère proactif de sa stratégie de défense face à la pandémie. En l'absence de traitement avéré et validé par la communauté scientifique, le Maroc anticipe. Avec l'achat massif de tests de dépistage, récemment annoncé, le Royaume se prépare également à la prochaine étape liée au déconfinement progressif du pays. Cette phase sera, par nature critique et difficile, compte tenu des risques réels de rebond de l'épidémie qu'elle induit.

Pour proposer un nouveau « Modèle de confiance », notamment à partir des acquis et de l'expérience de la gestion de crise Covid-19, la CSMD devrait être amenée à se pencher sur un nouveau modèle de management public, au sens efficacité et efficience, sur les meilleurs moyens d'engager une accélération de la prise de décision publique ainsi que sur les outils d'optimisation et de complémentarité les plus appropriés, quitte à réévaluer la pertinence de certains paramètres actuellement en vigueur. De la même manière que la gestion très volontariste de l'Etat permet, de fait, de dessiner les contours d'un Modèle de développement rénové à forte dimension sociale, elle contribue, tout autant, à instaurer la confiance. Forte de l'expérience de cette crise, à la charge de la CSMD de modéliser un concept de gouvernance lisible et efficace, à même de rendre cette confiance durable, structurelle et, bien entendu, non circonstancielle.

Un mal actuel pour un bien à venir ?

De là à dire que le Covid-19 serait un mal actuel pour un bien à venir, il n'y a qu'un pas que je me risquerais de franchir, même s'il serait illusoire de prétendre avoir suffisamment de recul pour tirer les conclusions d'une situation complexe, inédite et par nature évolutive. Mais quand tout sera fini, j'espère avec le moins de dégâts possibles, souvenons-nous que le Maroc, à travers son Souverain, l'Etat, ses Institutions, son Secteur privé, sa Société Civile et ses citoyens sait se mobiliser avec acuité lorsque l'intérêt général l'exige. A partir de là, il ne saurait y avoir de totems ou de fausses vérités. Malgré la gravité du moment, alors que le pire reste devant nous, d'autant que plus le confinement sera prolongé et plus il risque d'avoir des conséquences tout aussi dramatiques que la crise sanitaire elle-même, on sent, au loin, frémir une dynamique positive qu'on observe telle la lumière au bout du tunnel. Même si nous devons faire preuve d'humilité face à cet adversaire, infiniment petit, qui nous soumet à notre condition humaine d'entière fragilité, autorisons-nous un

optimisme légitime mais mesuré, d'autant que nous sortirons renforcés en tant que Nation de cette crise. N'est-ce pas là le propre de chaque guerre victorieuse ?

L'étape d'après sera caractérisée par l'implémentation d'un Modèle national de développement rénové, s'insérant lui-même dans un Modèle économique global rénové. Au vu du changement de paradigme que nous impose le Covid-19, nous sommes en droit d'imaginer l'émergence durable au Maroc de l'Etat Social qui serait le maître du jeu au bénéfice du citoyen. A cet effet, il me semble opportun de revenir sur certaines propositions issues du Mémoire publié par l'Institut Amadeus au sujet du Modèle de développement, dont la mise en œuvre immédiatement après la sortie de la crise sanitaire contribuerait à assoir la dimension sociale de ce Modèle rénové :

- La généralisation et l'universalisation de la couverture sociale et de santé (en partie financée par les recettes de TVA) ;
- La mise en place d'une taxe supplémentaire sur les hauts revenus et les dividendes ;
- L'élaboration des mécanismes appropriés limitant les positions de monopoles économiques, dans un esprit de prolonger dans le temps l'expérience de solidarité nationale à laquelle nous assistons actuellement ;
- La mise en place d'un Pacte social sur l'informel, limitant l'informel organisé et structurant l'informel vivrier.

Dans le même esprit, certaines mesures économiques et fiscales à implémenter en urgence s'imposent, dès la fin du confinement, afin de relancer la croissance et de soutenir les ménages dont la classe moyenne :

- Baisse de l'IS à 20% pour les entreprises ayant eu un chiffre d'affaires inférieur à 30 millions dirhams en 2019, pour favoriser la création d'emplois et l'investissement ;
- Baisse de l'IR pour doper la consommation tout en impactant le risque sur l'import ;
- Défisicalisation de certaines dépenses liées aux frais de santé et aux frais de scolarité pour éviter une « double imposition » des ménages ;
- Favorisation de l'investissement productif, notamment en matière de produits nouvellement considérés comme stratégiques, au détriment de la rente de situation. Il sera alors nécessaire d'encourager les Investissements Directs Nationaux (IDN), en protégeant l'investisseur national et en lui offrant les mêmes « incentives » (fiscales, foncières, etc.) qu'aux investisseurs étrangers ;
- Engager, sans les remettre en question, une réflexion sur les Accords de Libre Echange dans une logique de souveraineté et d'indépendance industrielle.

Le Covid-19 nous impose de faire preuve de solidarité entre nous marocains, mais cette pandémie ne doit pas nous faire oublier pour autant notre appartenance africaine, alors que l'inquiétude grandit quant à la capacité du continent à affronter cette crise. Compte tenu des liens multidimensionnels entre le Maroc et son continent d'appartenance, le Royaume pourrait être le fer de lance d'une initiative multilatérale, dont l'urgence est signalée, de soutien aux pays africains sur le plan sanitaire et économique. Si, bien entendu, la priorité doit pouvoir rester nationale, aussi longtemps que l'épidémie continue à se propager dans notre pays, il serait tout de même possible pour le Royaume d'apporter, à court terme un soutien, même symbolique à la vue de ses

contraintes actuelles, à ses partenaires africains dans un esprit de solidarité, qui a toujours dicté son action continentale, d'autant plus que le Maroc s'est, de tous temps, distingué par sa capacité d'action lors de l'ensemble des grandes crises sanitaires traversées par le continent.

Le Maroc est un « Paquebot »

Au moment où, certains, puisque l'ensemble de nos frontières sont fermées, qualifient très justement le Maroc d'île, une allégorie maritime, ou plutôt navale, me vient spontanément à l'esprit pour conclure mes propos. Dans un « Océan » fortement agité par une tempête sans précédent, le paquebot « Maroc » tangué dangereusement. Le « Capitaine » est aux commandes, les « officiers » accomplissent leurs missions stratégiques respectives, les « sous-officiers » assument leurs tâches techniques et d'encadrement, les « membres de l'équipage », toutes spécialités confondues, appliquent les instructions d'urgence. Les machines et les équipements vitaux sont entretenus, les « brèches » sont colmatées et les « avaries » sont réparées. La circulation entre les différents « quartiers » et « niveaux » est interdite, sauf « urgences extrêmes ». Sensibilisés, les « passagers » suivent les consignes, limitent les risques et coopèrent.

Les espaces publics et les lieux de distractions ou d'apprentissage sont fermés. La restauration et l'accès aux besoins fondamentaux sont assurés, tout autant que le recours aux différents centres de soins, qui ensemble, ceux dédiés aux « passagers » ainsi que ceux dédiés à l' « équipage », mutualisent dorénavant leurs efforts et leurs actions. Les quelques « mutins », les réfractaires au confinement, les pourfendeurs de l'apocalypse, les colporteurs de nouvelles fallacieuses ou encore les habituels apôtres de l' « échec permanent » sont dénoncés ouvertement par la quasi-totalité des « passagers », et il est mis fin, d'autorité, à leur « rébellion ».

Chaque « passager » a une pensée pour ses proches retenus sur d'autres « navires nationaux », exposés à la même adversité. Certains « pavillons » semblent déjà en train de quitter, non sans dégâts, la zone de tempête, tandis que la majorité fait face, chacun selon ses réalités, aux vagues déchainées et meurtrières. Grâce aux moyens modernes de communication, tous les « navires nationaux » sont connectés, d'une part entre eux, et d'autre part avec les « organisations internationales » de navigation maritime et de météorologie. Des recommandations générales sont prodiguées et les expériences sont partagées, dans l'attente d'une accalmie générale.

Brahim Fassi Fihri
Président de l'Institut Amadeus

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos messages, suivez ce lien :
[Veillez me retirer de votre liste de diffusion](#)